

Les masses chiliennes combattent la misère et la réaction

De notre correspondant au Chili:

Les événements sanglants de Santiago ont été le point culminant d'un mouvement commencé par les étudiants et suivi par d'importants secteurs ouvriers, qui tendait à s'approfondir dans tout le Chili en un vaste mouvement anti-capitaliste.

Le mouvement commença à Valparaíso où les étudiants descendirent dans la rue pour protester contre la hausse des tarifs des transports (plus de 100 %). Aux étudiants — qui au nombre de plus de 5.000 prirent pratiquement possession de la rue — se joignirent rapidement les ouvriers du Port qui déclenchèrent une grève de soutien. Bientôt le mouvement gagna d'autres villes importantes comme Concepcion, Valdivia, pour se répéter immédiatement à Santiago. Le mouvement à Valparaíso eut un développement beaucoup plus organisé et les travailleurs du Port et des Chemins de fer manifestèrent aux côtés des étudiants.

A Santiago, le mouvement commença aussi parmi les étudiants qui exprimant la combativité de secteurs de la petite bourgeoisie pauvre, organisèrent des manifestations bientôt renforcées par des secteurs ouvriers, comme les 1.500 ouvriers des ateliers de chemins de fer de San Bernardo et de la métallurgie comme ceux de Mademsa qui, au nombre de plus de 1.000, organisèrent une manifestation au centre de la ville, le 3 avril, après avoir arrêté le travail, avec à leur tête le député du Parti Socialiste Populaire, Mario Palestro. L'idée de la grève générale était dans tous les esprits, particulièrement après l'assassinat par la police de l'étudiante Alicia Ramirez, le 2 avril.

Le 2 avril, le gouvernement décrète l'état de siège et, effrayé par la tournure des événements, monte une provocation. A partir de 17 heures, il retire le corps des carabiniers et laisse pratiquement la ville pendant plusieurs heures sans surveillance. C'est pendant cette période que des manifestations, surgissent des éléments qui commencent à jeter des pierres sur les vitrines, incitent au pillage et organisent des attaques à coups de pierre des tribunaux de justice, du Parlement et même de la Monnaie, sans que personne intervienne. Bien que, de divers côtés, étudiants et ouvriers s'opposèrent au pillage, ce fut le prétexte que saisit le gouvernement pour les meurtres ultérieurs (qui firent près de 100 morts et plus de 300 blessés) et les emprisonnements de centaines de dirigeants et militants

ouvriers et étudiants. Après cela, des sénateurs déclarèrent au Sénat que la Sûreté Nationale avait mis en liberté plus de 400 délinquants qui furent les instruments de la provocation. Ainsi, le gouvernement atteignit son objectif d'alarmer la bourgeoisie et de la faire s'unir devant sa crainte des masses. Presque tous les partis bourgeois votèrent des Pouvoirs extraordinaires qui donnent au gouvernement d'Ibanez un caractère dictatorial.

Le mouvement manqua d'une direction qui unifie le mouvement ouvrier et étudiant et lui donne des objectifs clairs. Les directions ouvrières se montrèrent incapables de jouer ce rôle. Elles se limitèrent à suivre les faits. Aucune

En Argentine La dictature militaire s'effrite

La crise politique qui sévit en Argentine depuis la chute de Peron et l'avènement au pouvoir de la junte militaire présidée par le général Aramburu n'est pas près de s'apaiser. Loin de là.

A l'approche de la date prévue pour l'élection de l'Assemblée Constituante et face à l'aggravation de la situation économique, l'agitation sociale s'amplifie dans le pays. De même les dissensions au sein des classes dirigeantes et à l'intérieur de la junte s'enveniment.

Aramburu a enregistré dernièrement l'abandon de toute une série de ministres, représentants de diverses fractions de la bourgeoisie et de l'armée. Devant affronter en même temps l'agitation populaire montante, il s'efforce de perpétuer sa dictature bonapartiste, dont la base s'effrite constamment, par la terreur et par des manœuvres improvisées de dernière heure.

Afin d'éviter sa défaite et celle de ses favoris de la droite lors des élections générales promises de longue date et toujours ajournées, il a imaginé d'élire tout d'abord une Assemblée Constituante « à la proportionnelle ». Les milieux d'extrême droite qui soutiennent Aramburu pensent ainsi pouvoir faire échec à leur principal adversaire, Arturo Frondizi, chef de la gauche radicale qui, grâce à un programme remarquablement « gauchiste », escompte polariser à son profit une grande partie de l'ancienne clientèle peroniste.

L'Assemblée Constituante dans laquelle seront représentés « proportionnellement » les différents partis, risque, en effet, d'échapper au contrôle de Frondizi et de perpétuer sous d'autres formes le régime actuel de la droite. En rejetant le Parti communiste dans l'illégalité, Aramburu a pris une précaution supplémentaire afin que les voix communistes ne viennent pas renforcer Frondizi.

Mais la situation économique du pays ne cesse de s'empirer. Les programmes « d'austérité » élaborés par Prébitch et Verrier son émule, ont dû être abandonnés devant l'hostilité populaire qui risquait de ruiner les projets politiques d'Aramburu en vue des prochaines élections. Entre temps, les ravages de l'inflation s'amplifient, les réserves de devises s'épuisent. Dans ces conditions, les grèves ne cessent de s'étendre, aggravant le malaise social général. La récente démission du commodore Julio Krause, ministre de l'Air et représentant de l'aviation dans la junte militaire est un signe de l'affaiblissement général de la position d'Aramburu, y compris dans les milieux de l'armée.

Seule la peur d'une véritable solution de gauche, engendrée par les masses, retient encore les derniers soutiens du côté bourgeois d'Aramburu. Mais la réaction sera bientôt contrainte de composer. De se résigner à accepter la solution Frondizi qui, en dépit du caractère plébien et anti-impérialiste prononcé de sa base, reste une solution de rechange bourgeoise.

d'elles, ni la CUT ni le PC et le SP n'essaya de se mettre à leur tête. Le mardi 2, la CUT décida une grève de 48 heures quand l'initiative passait entre les mains du gouvernement et le mouvement fut dispersé par la répression sanglante que déclencha le gouvernement. Si la CUT avait organisé un arrêt à partir du samedi 30 quand les manifestations étudiantes atteignaient leur apogée, la grève aurait été générale le lundi.

Cette incapacité, tant de la direction de la CUT que des partis du FRAP (PC, PSP et PSCH) a sa racine dans toute la politique opportuniste de recherche d'alliances avec les partis bourgeois (radicaux et phalange) qui a développé la méfiance des masses envers ces directions, ainsi que cela se manifesta dans les dernières élections. Le PC après les massacres publia un manifeste démentant que sa politique ait des objectifs révolutionnaires et affirmant qu'il recherchait la défense de « l'ordre et des institutions démocratiques » et condamnait les « excès ».

Pourtant, les militants de base du PC et du PSP eurent une attitude combattive et participèrent activement aux côtés des ouvriers et étudiants au mouvement. La Jeunesse Communiste sortit un tract faisant appel à la lutte, pendant que la direction essayait de freiner le mouvement.

Le POR (Section chilienne de la IV^e Internationale) a lancé un appel à l'avant-garde et aux militants ouvriers pour qu'ils réorganisent le mouvement ouvrier, en renforçant la CUT et en la réorganisant d'en bas. Il fait un appel à la préparation d'un ample mouvement de protestation, vers une grève générale de protestation de 24 heures, contre les crimes du gouvernement, contre le régime de terreur qu'il essaye d'implanter, pour l'abolition des pouvoirs extraordinaires, pour la libération des prisonniers politiques, contre la cherté de la vie, pour le Front Unique de classe sur ces objectifs.

Le gouvernement d'Ibanez a prétendu écraser par toutes ses mesures la combativité des masses pour mener à bien son plan Klein Sacks de soumission à l'impérialisme yankee. Mais la combativité des ouvriers et de secteurs importants de la petite bourgeoisie est intacte et de nouvelles batailles se préparent. Une preuve en est qu'après tous les crimes et les mesures répressives, le gouvernement a dû abroger la hausse des tarifs de transports.

7 avril 1957.

Emilio PRADO.

Le Congrès du P.C. Britannique

Nous traiterons dans notre prochain numéro sur le Congrès du PC britannique qui s'est tenu à Pâques. Notons dès à présent la manifestation d'opposants ayant franchi les barrières bureaucratiques et s'élevant à environ 10 % du Congrès.

En vente au prix de 50 francs

Les rapports politiques du 12^e congrès du P.C.I.

- PUISSANCE DU TROTSKYSME, discours d'ouverture de J. Privas.
- LE RENOUVEAU DU COMMUNISME EN FRANCE, rapport sur la situation française de P. Frank.
- UNE NOUVELLE ETAPE DE LA REVOLUTION MONDIALE, rapport sur la situation internationale de A. Duret.

NOTRE SERVICE D'EDITION

ET DE LIBRAIRIE VOUS CONSEILLE:

L'Affaire Marty, d'André Marty ..	585 fr.
François Fejtő: « La Tragédie hongroise » ..	690 »
Josué de Castro: « Géopolitique de la faim » ..	990 »
Orwell: « La Catalogne libre » ..	600 »

Pour comprendre l'histoire des 30 années falsifiées par Staline, lisez:

Léon TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.)	1.150 fr.
Ma Vie (édition abrégée) ..	250 fr.
Histoire de la Révolution Russe (2 vol.) ..	1.800 fr.
La Révolution trahie ..	275 fr.
Staline ..	720 fr.
Les crimes de Staline ..	275 fr.
Les Ecrits (recueil d'inédits) ..	1.000 fr.

Dossier de la déstalinisation: Le rapport Krouchtchev commenté par la IV^e Internationale (nouvelle édition complétée) .. 200 fr.

Envoyez vos commandes au S. E. L.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu Paris-2^e.

C.C.P. 6965-68 PARIS